

JURIDICTION DE PROXIMITÉ
DES SABLES D'OLONNE

20 rue Nicot
85100 LES SABLES D'OLONNE

JUGEMENT du 30 NOVEMBRE 2012

Extrait des minutes
Secrétariat du
Tribunal d'Instance des
SABLES-D'OLONNE

DEMANDEUR :

Madame L
personne comparante en

RG N° 91-12-000131
Code NAC 59B

Minute :

ET :

JUGEMENT

DÉFENDEUR :

Du : 30/11/2012

La société Fournisseur Y
représentée par M.C , chargé de satisfaction clientèle,
muni d'un pouvoir spécial de représentation de Mme C
R , responsable du Service Régional Consommateurs Ouest

COMPOSITION DU TRIBUNAL :

JUGE : Soizik HELLEUX, Vice-Présidente, statuant en qualité de Juge de Proximité

GREFFIER : Madame Claudie BEGHEIN,

DÉBATS :

A l'audience publique de la juridiction de proximité des Sables d'Olonne du 12 octobre 2012, l'affaire a été retenue, plaidée et mise en délibéré pour le jugement être mis à la disposition du public au greffe de ce Tribunal le 30 Novembre 2012 .

LA JURIDICTION DE PROXIMITÉ,

EXPOSE DU LITIGE

Par déclaration au greffe en date du 6 juin 2012, Madame L. a sollicité la convocation devant la juridiction de proximité des Sables d'Olonne de la SA Y aux fins de voir « annuler » la facturation induite de 748, 60 € et de voir la SA Y condamnée à lui payer une somme de 1000 € en raison « des tracasseries, frais engendrés et déplacements ».

Les parties ont été régulièrement convoquées à l'audience du 12 octobre 2012.

Madame L. soutient qu'une erreur dans le relevé de sa consommation électrique a été commise entre juin et août 2009 et qu'elle n'a pas pu obtenir de Y ou de A la reconnaissance de cette erreur et la rectification de la facturation.

La SA Y a comparu, représentée par Monsieur C Chargé de satisfaction clientèle, muni d'un pouvoir spécial de représentation de Madame C R, Responsable du Service Régional Consommateurs Ouest.

La SA Y conclut au débouté complet de Madame L. et sollicite reconventionnellement sa condamnation au paiement de la somme de 698, 55 € en vertu du contrat de fourniture d'électricité conclu avec Y.

La SA Y expose que s'il y a bien eu des erreurs liées d'une part à une sous-estimation de la consommation Heures Creuses en 2008 et d'autre part à un auto-relevé par Madame L. en 2009, les facturations à partir d'août 2009 ont bien été basées sur les consommations réelles de la cliente. Contrairement à ce que soutient Madame L., son compteur électrique n'est pas en cause puisqu'il a fait l'objet d'un contrôle métrologique par A en 2010. La SA Y fait valoir qu'à la suite de l'intervention du Médiateur National de l'Energie, un remboursement de 70 € TTC a été consenti à la cliente à titre commercial.

MOTIFS

Il résulte des pièces produites et plus particulièrement du rapport très étayé du Médiateur National de l'Energie que les protestations de Madame L. ne sont pas justifiées s'agissant de l'existence d'une surfacturation.

Si erreur il y a eu, elle n'a pas entraîné pour Madame L. un trop payé mais en réalité une absence de lissage des paiements de sa consommation électrique.

En effet, Madame L. s'est étonnée d'une consommation excessive entre juin et août 2009 alors qu'en réalité les kWh facturés sur cette période ont été consommés sur une période allant de juin 2008 à août 2009, ce qui relativise beaucoup l'excès.

Le Médiateur National de l'Energie a parfaitement démontré, dans son rapport du 6 février 2012, après examen des consommations de Madame L. sur plusieurs années, que le problème provenait d'une double erreur :

- le distributeur A a communiqué à Y un index en Heures Pleines très sous-estimé en juin 2008 ;
- Madame L. a elle-même commis une erreur manifeste dans le relevé de son compteur le 4 juin 2009.

Madame L. a donc réglé entre juin 2008 et juin 2009 des factures basées sur des index erronés de sorte qu'elle n'a pas réglé sa consommation réelle sur toute la période. Ce n'est qu'en août 2009 qu'un relevé de la consommation réelle a été réalisé et a conduit à « rattraper » les précédentes facturations basées sur des estimations ou erreurs de relevé. Les relevés suivants sont d'ailleurs tous en cohérence avec le rattrapage réalisé en août 2009.

A la suite des réclamations de Madame L., une vérification métrologique du compteur a été réalisée le 19 novembre 2010 ; elle a permis de confirmer que le compteur n'était nullement en cause.

Le Médiateur National de l'Energie a donc confirmé à Madame L. qu'elle était bien redevable des factures émises par Y tout en regrettant que ces dernières aient été basées sur des consommations estimées pendant plus de deux ans, alors que des relevés de consommation réelle devraient être réalisés deux fois par an. Le Médiateur National de l'Energie a en outre regretté que le Service de suivi des consommations auquel s'est abonné Madame L. (34, 80 € TTC par an) n'ait pas permis d'alerter la cliente sur les incohérences de facturation. Il a donc demandé que Madame L. soit remboursée à hauteur de 70 € correspondant à deux années d'abonnement au Service Suivi Conso.

La SA Y justifie avoir procédé à cette remise commerciale sur la facturation de mars 2011.

Le Médiateur National de l'Energie avait également préconisé que le distributeur A, à titre de dédommagement pour les désagréments occasionnés, recalcule la consommation de Madame L. pour la période du 27 novembre 2007 au 26 novembre 2009 (25, 8 kWh par jour) sur la base des consommations enregistrées entre le 29 novembre 2010 et le 25 novembre 2011 (16, 9 kWh par jour).

Or, la SA Y indique que le distributeur A n'a pas accepté de procéder à ce nouveau calcul de sorte qu'elle même ne peut modifier sa facturation.

Madame L. n'ayant pas appelé à la cause la société A ne peut formuler des prétentions à l'égard de cette dernière, étant précisé que la société Y ne peut procéder à des facturations que sur la base des informations fournies par A, le Médiateur National de l'Energie ne s'étant d'ailleurs pas trompé en mettant à la charge de cette dernière le respect de sa préconisation concernant le recalcul des consommations.

En définitive, Madame L. n'est pas légitime dans ses protestations relatives au paiement des factures émises par Y, qui plus est, pour des consommations établies bien postérieurement à la période litigieuse.

La demande reconventionnelle formée par la SA Y à l'occasion du présent litige doit en conséquence être favorablement accueillie. Le fournisseur produit un décompte actualisé au 24 septembre 2012 duquel il ressort un solde restant dû par Madame L. de 698, 55 €.

Cette dernière sera donc condamnée au paiement de cette somme, outre les intérêts au taux légal à compter de la présente décision.

Partie perdante, Madame L. ne pourra qu'être déboutée de sa demande au titre des frais non compris dans les dépens qu'elle a exposés dans le cadre de la présente procédure.

PAR CES MOTIFS

La juridiction de proximité, statuant publiquement, par jugement contradictoire et en dernier ressort,

Condamne Madame L. à payer à la SA Y la somme de **698,55 €** (*SIX CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT EUROS CINQUANTE-CINQ CENTIMES*) au titre des factures de consommations électriques arrêtées au 24 septembre 2012, outre les intérêts au taux légal à compter de la présente décision ;

Déboute Madame L. de l'intégralité de ses demandes ;

Condamne Madame L. aux dépens de l'instance.

Ainsi jugé, les jour, mois, an que dessus,

Et le juge a signé avec le greffier.